

Le Kazakhstan, entre tourbillon conservateur et recentrage politique

Depuis son accession à l'indépendance en 1991, le Kazakhstan entretient sciemment sa réputation de bon joueur sur la scène internationale. Le géant eurasiatique s'est attaché à développer une politique étrangère « multivectorielle », privilégiant de bonnes relations avec les pays occidentaux, mais aussi avec ses puissants voisins que sont la Chine et la Russie.

Par **Hélène Thibault**, professeure agrégée de science politique à l'Université Nazarbaïev, au Kazakhstan.

Photo ci-dessus : Le 29 juillet 2025, le président Kassym-Jomart Tokaïev est reçu à Ankara par son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, qui doit effectuer une visite d'État au Kazakhstan en mai 2026. (© Mustafa Kaya/Xinhua)

En tant que diplomate chevronné, le président actuel, Kassym-Jomart Tokaïev, au pouvoir depuis 2019, est bien outillé pour assurer l'équilibre des relations sur la scène internationale, tandis que, à l'échelle nationale, il a durci le ton en 2025, tant sur le plan politique qu'en matière d'orientations sociales. La refonte des institutions politiques et de la Constitution, en 2026, pourrait bien mener à une concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'exécutif.

Des positions conservatrices plus affirmées

D'ordinaire très sensible à sa réputation internationale, c'est un pouvoir décomplexé qui a émergé à Astana en 2025. On peut y voir l'influence du conservatisme affirmé de Donald Trump [au pouvoir de 2017 à 2021, et depuis 2025], notamment autour des questions d'identité et de genre. À la suite des critiques formulées à l'encontre de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et des coupes budgétaires décidées par l'administration Trump dès son retour à la Maison-Blanche, Kassym-Jomart Tokaïev a, à son tour, publiquement dénoncé les bailleurs de fonds occidentaux qui, selon lui, tentaient d'imposer un agenda LGBTQ+ dans les pays où ils intervenaient. En novembre 2024, une pétition intitulée « Nous sommes contre la propagande LGBT ouverte et cachée dans la République du Kazakhstan ! », lancée par la bruyante et conservatrice Association des parents du Kazakhstan, a recueilli plus de 50 000 signatures. Conformément à la législation en vigueur, l'atteinte de ce quorum a contraint les autorités à examiner officiellement une proposition de loi visant à interdire la promotion des « orientations sexuelles non traditionnelles ». Le gouvernement kazakhstanais avait tenté à deux reprises, en 2014 et en 2024, d'adopter une telle loi, mais ses initiatives avaient été bloquées au Sénat et au Parlement. Ces échecs passés s'expliquaient vraisemblablement par le souhait de ménager l'image du pays et de lui éviter l'opprobre international **(1)**. Adoptée fin 2025, la nouvelle loi est entrée en vigueur au 1er mars 2026.

Après le Kirghizstan en 2014 et la Géorgie en 2024, le Kazakhstan est donc le troisième pays de l'espace postsoviétique à adopter une loi semblable à la loi russe de 2013 visant à « protéger les enfants contre les informations prônant le déni des valeurs familiales traditionnelles ». Désormais portées par un vent de conservatisme soufflant sur la scène internationale et fortes d'une opinion publique favorable, les autorités semblent moins redouter le cout politique de telles décisions hors de leurs frontières. L'adoption de cette loi a tout de même donné lieu à des critiques assez virulentes, notamment de la part de l'Union européenne (UE). L'ambassadrice de l'UE au Kazakhstan, Aleska Simkic (depuis 2024), a ainsi affirmé, lors d'un forum réunissant des journalistes locaux, que la « propagande LGBTQ, ça n'existe pas » **(2)**. Cependant, aucune action concrète n'a accompagné ces critiques.

Le maintien de la pertinence diplomatique du Kazakhstan

Cette loi controversée n'a pas empêché le Kazakhstan de continuer à renforcer des partenariats économiques avec de multiples États et de réaffirmer sa pertinence diplomatique. Le pays a notamment marqué des points auprès des États-Unis en décrochant une place au sein du « Conseil de la paix » nouvellement mis en place par le président américain dans le but de reconstruire Gaza **(3)**. Sur le plan régional, le deuxième sommet Chine-Asie centrale, tenu à Almaty en juin 2025, témoigne de l'institutionnalisation croissante de la coopération sino-centrasiatique, marquant une nouvelle étape dans leur alliance stratégique. Cette réunion, qui s'est conclue par la signature de la déclaration d'Astana et du « traité de bon voisinage éternel et de coopération amicale », indique que les liens vont au-delà du commerce et touchent aussi à l'éducation, à la technologie et au développement durable. On pourrait penser que l'importance croissante de la Chine en Asie centrale est de nature à inquiéter la Russie, mais, à en juger par sa position officielle, cette dernière privilégie une logique de complémentarité plutôt que de confrontation **(4)**.



Photo ci-contre : Vue de la ville d'Astana et du palais de la présidence « *Ak Orda* » [Maison Blanche], au Kazakhstan, en juillet 2024. Le Kazakhstan, première économie d'Asie centrale, a enregistré une croissance d'environ 5,9 % en 2025 et devrait progresser de 5,5 % en 2026, selon la BED. Il s'agit de la meilleure performance depuis plus de dix ans. (© Shutterstock)

La question qu'il convient de poser est de savoir si l'adoption de cette nouvelle Constitution n'est pas, en définitive, l'occasion de remettre les compteurs à zéro, pour permettre au président en exercice — qui n'aura donc pas manqué, à cette occasion, d'étendre ses prérogatives déjà conséquentes — de briguer à nouveau la mandature suprême, qu'il est théoriquement censé transmettre à son successeur en 2029.

Dans un paysage mondial fragmenté, marqué par l'érosion de l'hégémonie américaine sans qu'un successeur clair s'impose, les puissances moyennes comme le Kazakhstan disposent d'une opportunité stratégique pour tirer leur épingle du jeu. Visiblement, le Kazakhstan ne souhaite plus être une simple « zone d'influence » disputée par les grandes puissances, mais aspire à devenir un centre de pouvoir indépendant. Néanmoins, la pérennité de cette influence internationale reste conditionnée à la capacité des autorités à garantir la prospérité et la stabilité intérieures. Malgré la rhétorique officielle prônant un « Nouveau Kazakhstan » plus équitable après le « Janvier sanglant » **(5)**, les faits suggèrent une stagnation des réformes, remettant en cause la volonté réelle de rompre avec les pratiques de corruption du passé.

Réformes constitutionnelles et recentrage politique

Approuvée par référendum le 15 mars 2026 avec 87,15 % de votes favorables, pour une participation de 73,12 %, la nouvelle Constitution kazakhstanaise a été présentée par le président Tokaïev comme une « refonte complète » destinée à moderniser l'État et à renforcer la responsabilité institutionnelle **(6)**. Selon les autorités, cette révision touche 84 % de la Loi fondamentale, ce qui en fait la plus importante réforme constitutionnelle entreprise par le Kazakhstan depuis son indépendance **(7)**. Le texte adopté prévoit une profonde recomposition des institutions. Le Parlement, jusqu'ici bicaméral, doit être remplacé par une assemblée législative monocamérale (*Kouroultaï*) élue au scrutin de liste, un mode de scrutin susceptible de défavoriser les petits partis d'opposition. Un nouveau « Conseil populaire » (*Halyk Kenesi*), entièrement nommé par le président, disposera lui aussi du pouvoir de proposer des lois. La Constitution, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2026, prévoit également une fonction de vice-président, que le chef de l'État aura la charge de nommer.

Annoncée par Tokaïev en septembre 2025, une première version de la nouvelle Constitution a été présentée à une commission spéciale en janvier 2026. Ce projet est donc apparu précipité et a soulevé des questions quant à sa pertinence, en dépit du soutien populaire allégué par les autorités. Pourtant, l'une des réformes adoptées est de nature à susciter le mécontentement parmi les milieux nationalistes. L'article 9 réaffirme le kazakh comme langue officielle, tout en maintenant l'usage du russe « en parallèle » au sein des institutions étatiques. Pour certains, cet article ne va pas assez loin en vue de promouvoir la langue kazakhe ; pour d'autres, une telle prescription vise tout bonnement à rassurer les autorités russes, qui voient d'un mauvais œil les limitations à l'usage de leur langue dans les anciennes républiques soviétiques.
La question qu'il convient de poser est de savoir si l'adoption de cette nouvelle Constitution n'est pas, en définitive, l'occasion de remettre les compteurs à zéro, pour permettre au président en exercice — qui n'aura donc pas manqué, à cette occasion, d'étendre ses prérogatives déjà conséquentes — de briguer à nouveau la mandature suprême, qu'il est théoriquement censé transmettre à son successeur en 2029. Cette manœuvre autoritaire classique est un levier que le régime d'Astana — comme d'autres en Asie centrale avant lui — pourrait être tenté d'actionner **(8)**. À l'inverse, la dynamique de recentralisation à l'œuvre au Kazakhstan peut être également vue comme une initiative stratégique destinée à stabiliser la structure politico-administrative en vue d'une passation de pouvoir planifiée : à ce titre, il sera particulièrement intéressant de voir qui Kassym-Jomart Tokaïev nommera à la vice-présidence de la République, une fonction réinstaurée à la faveur de ce référendum constitutionnel, et dont le titulaire tiendra lieu de successeur au chef de l'État en cas de vacance du pouvoir (un rôle jusqu'alors dévolu au président du Sénat).

L'angle mort local ?

Signe de son passé de diplomate et de l'importance stratégique du pays qu'il dirige, Kassym-Jomart Tokaïev passe beaucoup de temps hors des frontières kazakhstanaises. En effet, en 2025, le chef de l'État a effectué 23 visites à l'étranger, multipliant les partenariats et concluant pour plus de 70 milliards de dollars d'accords commerciaux. Même si ces actions engendrent des retombées éminemment positives pour le Kazakhstan, des voix s'élèvent au sein de la population pour déplorer l'intérêt plus marqué que le président accorde aux questions internationales qu'aux réalités purement domestiques. Contrastant avec le nombre de ses déplacements à l'étranger, Kassym-Jomart Tokaïev n'a, il est vrai, effectué que neuf visites dans les régions kazakhstanaises au cours de l'année 2025. Un sondage publié en février 2026 montre que 65,3 % des personnes interrogées estiment que l'État devrait se concentrer en priorité sur la résolution des problèmes intérieurs, tandis que seulement 19,2 % considèrent la participation active du pays aux processus internationaux et régionaux comme une priorité **(9)**.
Pendant ce temps, le pouvoir d'achat de la population diminue en raison d'un taux d'inflation très élevé depuis un an (plus ou moins 12 % mensuels **(10)**), ce qui entraine une hausse assez marquée des prix à la consommation, notamment des produits alimentaires. En parallèle, la devise locale, le tenge, continue de se déprécier

d'année en année. En février 2026, celui-ci reste fragile, s'échangeant autour de 495 unités pour un dollar, ce qui pèse lourdement sur le prix des produits importés. Sur le plan économique, le Kazakhstan maintient une trajectoire de croissance robuste et constante depuis plusieurs années, qui était d'environ 6 % en 2025. Pour la première fois de son histoire, son PIB devrait franchir la barre des 300 milliards de dollars, atteignant environ 15 000 dollars par habitant en 2026 **(11)**. Mais l'économie du pays reste très dépendante des exportations de matières premières et vulnérable aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux. Ainsi, la chute des prix de l'uranium et du pétrole a couté au Kazakhstan la somme colossale de 4,1 milliards de dollars en 2025 **(12)**. Dans ce contexte, certains ont remis en question la nécessité d'avoir organisé un référendum dispendieux (estimé à environ 42 millions de dollars) **(13)**, d'autant qu'il s'agit là du deuxième organisé au Kazakhstan en l'espace de moins de deux ans. Celui d'octobre 2024, relatif à la construction d'une centrale nucléaire sur le lac Balkhach, avait ravivé des tensions mémorielles dans le pays.

Ce projet entrait, en effet, en contradiction avec la doctrine historique de désarmement du Kazakhstan qui, en renonçant volontairement au feu nucléaire en 1994, avait acquis une stature de leader international en faveur de la non-prolifération.

Ces initiatives référendaires visent vraisemblablement à conférer une légitimité politique à des décisions controversées, et le gouvernement peut aussi compter sur une opinion publique largement favorable à la loi anti-LGBTQ+. Mais est-ce bien suffisant pour rallier une population dont le pouvoir d'achat diminue d'année en année, et qui demeure confrontée à un espace d'expression toujours aussi restreint ? Depuis le « Janvier sanglant » en 2022, le contrat social semble profondément fragilisé. En l'absence de réformes structurelles ciblant la corruption systémique, qui entrave une redistribution équitable des bénéfices de la croissance économique, l'adhésion de la population au projet politique national risque de s'effriter durablement au Kazakhstan.

Le Kazakhstan maintient une trajectoire de croissance robuste et constante depuis plusieurs années, qui était d'environ 6 % en 2025. Pour la première fois de son histoire, son PIB devrait franchir la barre des 300 milliards de dollars, atteignant environ 15 000 dollars par habitant en 2026. Mais l'économie du pays reste très dépendante des exportations de matières premières et vulnérable aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux.

Hélène Thibault

Notes

(1) Hélène Thibault, « Neoliberal Authoritarianism and the Partial Decriminalization of Sex Work in Kazakhstan », *Post-Soviet Affairs*, vol. 41, n°6, 2025, p. 544-572 (https://doi.org/10.1080/1060586X.2025.2536442)

(2) « EU Ambassador to Kazakhstan: "There's No Such Thing as 'LGBT Propaganda' », *Vlast.kz*, 4 décembre 2025 (https://vlast.kz/english/67483-eu-ambassador-to-kazakhstan-theres-no-such-thing-as-lgbt-propaganda.html).

(3) *Novastan*, « Pourquoi le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ont-ils rejoint le "Conseil de la Paix" de Donald Trump ? », 2 février 2026 (https://novastan.org/fr/politique/pourquoi-le-kazakhstan-et-louzbekistan-ont-ils-rejoint-le-conseil-de-la-paix-de-donald-trump/).

(4) *AsiaToday*, [« L'Asie centrale, un pont, et non une barrière, entre Moscou et Pékin »], 17 juin 2025.

(5) En janvier 2022, la hausse soudaine du prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) a provoqué des manifestations dans l'Ouest du Kazakhstan. Ce mouvement s'est rapidement propagé à l'ancienne capitale, Almaty. La répression policière a causé la mort de 238 personnes.

(6) *The Times of Central Asia*, « Kazakhstan's Constitutional Reform and the Logic of Modernization », 20 mars 2026 (https://timesca.com/kazakhstans-constitutional-reform-and-the-logic-of-modernization/).

(7) *Current Time*, [« Un projet de nouvelle Constitution a été publié au Kazakhstan. Comment celui-ci renforcera-t-il le pouvoir de Tokaïev et modifiera-t-il le statut de la langue russe s'il est adopté ? »], 12 février 2026 (https://www.currenttime.tv/a/v-kazahstane-opublikovan-proekt-novoy-konstitutsii-kak-ona-ukrepit-vlast-tokaeva-i-izmenit-status-russkogo-yazyka-esli-budet-prinyata/33675928.html).

(8) Hélène Thibault et Sabina Insebayeva, « The Political System of Kazakhstan », *in* J. Lempp, S. Mayer (dir.), *Central Asia in a Multipolar World : Contributions to Political Science*, Springer, 2024 (https://doi.org/10.1007/978-3-031-63727-8_3).

(9) Darina Dauletbek *et al.*, [« Partenaires et priorités : ce qui importe aux Kazakhstanais en matière de politique étrangère »], *Paperlab*, 2026, p. 20 (https://paperlab.kz/chto-vazhno-kz-v-voprosah-vneshnej-politiki).

(10) Kazakhstan Bureau of National Statistics, « Inflation in the Republic of Kazakhstan (February 2026) », 2 mars 2026. (https://stat.gov.kz/en/industries/economy/prices/publications/477431/).

(11) Ayana Birbayeva, « Kazakhstan Ends 2025 Stronger at Home and More Visible Abroad », *The Astana Times*, 30 décembre 2025. (https://astanatimes.com/2025/12/kazakhstan-ends-2025-stronger-at-home-and-more-visible-abroad/).

(12) Zhanel Zhazeotva, « Uranium and Oil Dip Costs Kazakhstan a Massive $4.1b », Курсив [*Kursiv*], 18 février 2026 (https://kz.kursiv.media/en/2026-02-18/engk-yeri-uranium-and-oil-dip-costs-kazakhstan-a-massive-4-1b/).

(13) *The Caspian Post*, « How Much Will Kazakhstan's Referendum Cost? », 13 février 2026 (https://caspianpost.com/kazakhstan/how-much-will-kazakhstan-s-referendum-cost).



Photo ci-contre : Le président Kassym-Jomart Tokaïev dépose son bulletin dans un bureau de vote à Astana, au Kazakhstan, le 15 mars 2026. Un référendum national avait lieu à la suite du projet de nouvelle constitution publié par la Cour constitutionnelle le 12 février. (© Service de presse de la présidence du Kazakhstan/Xinhua)